

Se rappeler cette défaite majeure est aussi se rappeler un conflit qui a changé le régime politique, provoqué une grave crise d'autorité et installé une guerre civile dans la capitale. Le second empire est tombé le 4 septembre 1870 (Cf. [Mon billet du 7 septembre 2020](#)). Après l'échec de la seconde bataille de Buzenval du 19 janvier 1871, Paris capitule le 28 janvier et un armistice signé dans l'attente d'un traité de paix que les Français doivent accepter. Or, le gouvernement de Paris qui a capitulé et l'Assemblée de Bordeaux sous l'influence de Gambetta, ministre de l'intérieur et de la guerre qui veut continuer de combattre l'Allemand, s'opposent.

### **S'engager vers une paix négociée**

Pour que ce traité soit signé et donc que les négociations puissent commencer, des élections législatives sont organisées. Dans des conditions extraordinaires, elles se tiennent néanmoins début février 1871 avec la bénédiction de Bismarck en moins de dix jours et sans irrégularité majeure constatée. Cela laisse rêveur.

Le gouvernement remet ses pouvoirs à l'Assemblée nationale le 14 février, Jules Grévy en est élu président. Le 17 février, Adolphe Thiers est élu chef du gouvernement. Le 19 février, il fait son discours inaugural (Cf. **Le discours complet dans « Le gouvernement de M. Thiers », par Jules Simon, 1879**), un discours qui pourrait s'adapter à notre situation actuelle par bien des aspects :

*« Débarrasser nos campagnes de l'ennemi (...) ; rétablir l'ordre troublé ; remplacer ensuite sur le champ les administrateurs démissionnaires ou indignes ; réformer par l'élection nos conseils généraux (...) ; reconstituer ainsi notre administration désorganisée ; faire cesser nos dépenses ruineuses (...). Pacifier, réorganiser, relever le crédit, ranimer le travail, voilà la seule politique possible (...) ».* La menace d'une insurrection parisienne est aussi décelable dans ce discours.

Le gouvernement s'installe à Versailles le 20 mars. Le traité de paix est finalement signé le 20 mai 1871 à Francfort pendant la commune. Une partie de l'Est de la France est annexée par l'Allemagne. La France paie 5 milliards de dédommagements de guerre à l'Allemagne, ce qu'elle fera avec une célérité exemplaire entraînant le départ précoce des armées allemandes.

### **Le 1<sup>er</sup> mars 1871**

La date du 1<sup>er</sup> mars 1871 mérite cependant d'être rappelée. Il y a cent cinquante ans, jour pour jour, l'Assemblée nationale votait le début des négociations pour signer la paix malgré l'opposition de la Gauche « *républicaine* » qui voulait poursuivre la lutte contre les Prussiens. La France est pourtant en partie occupée, son armée professionnelle de 400 000 hommes emprisonnée en Allemagne soit 117 régiments sur 120. La population parisienne est affamée et travaillée par l'extrême-gauche de l'époque.

Ce même 1<sup>er</sup> mars 1871, l'armée allemande qui encercle Paris entre dans la capitale. Elle évite de défilé sous l'Arc de triomphe mais ne s'engage pas dans la ville. Ses officiers pourront visiter les Invalides sans armes malgré les risques. Pendant ce temps, la première Internationale et l'extrême-gauche continuent de s'infiltrer au sein de 215 bataillons de la Garde nationale (Cf. [Mon billet du 25 mars 2012](#)) préparant la révolte communarde sous le

prétexte de continuer la lutte contre... les 500 000 Allemands victorieux. Cette action subversive permet de s'opposer le 18 mars à la tentative de Thiers de désarmer partiellement la capitale en s'emparant d'une partie de l'artillerie dont la garde nationale s'était saisie. L'insurrection éclate alors.

### **Hier et aujourd'hui**

Que de points partiellement communs avec aujourd'hui. Une autorité politique qui souhaiterait renouveler le contrat avec le pays en 2022, une guerre certes contre une pandémie qui a montré la désastreuse impréparation de notre administration et finalement une défaite par la démoralisation de la population et de la déconsidération de sa classe politique, une extrême gauche qui veut déstabiliser les institutions y compris par des accommodements raisonnables avec l'islamisme, une gauche par exemple à Paris qui revendique l'héritage de la Commune (Cf. [Le Monde du 19 février 2021](#)), pas vraiment le meilleur exemple pour reconstruire le pays et revendiquer sa direction. Faut-il rappeler que les communards ont brûlé *les Tuileries, le Palais-Royal, le palais d'Orsay, les synagogues, l'hôtel de ville sans oublier les exécutions d'otages ?*

Aussi, si on pouvait éviter aussi une récupération politique d'événements qui, au moins de mon point de vue, n'ont pas été très glorieux et à l'honneur des Parisiens, cela serait peut-être judicieux dans le contexte actuel.